



CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LE
RÉAMÉNAGEMENT DE LA VOIRIE ET LA CRÉATION DE DEUX ZONES DE
STATIONNEMENT DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉNOVATION,
SÉCURISATION ET MODERNISATION DU PORT DU BÉTEY

Entre les soussignés :

La Commune d'Andernos-les-Bains, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Yves ROSAZZA, agissant au nom et pour le compte de la Commune, en vertu de la délibération n°2026-044 en date du 26 février 2026
D'une part, et

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA) représenté par son Président, Jean GALAND, agissant au nom et pour le compte du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n°09/2026 en date du **07 MAI 2026**

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1615-2 (deuxième alinéa),

VU la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Considérant que l'opération menée par le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon relative à la rénovation, la sécurisation et la modernisation du port du Bétey est en cours de travaux,

Considérant qu'en complément de ces travaux, la Commune d'Andernos-les-Bains souhaite procéder au réaménagement de la voirie et à la création de deux zones de stationnement situées dans le prolongement de la zone des travaux ci-dessus mentionnés,

Considérant l'intérêt partagé des deux collectivités à mutualiser les travaux dans le cadre d'une opération unique, sous la conduite d'un seul maître d'ouvrage, afin de garantir la cohérence des interventions et l'optimisation des coûts.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

Dans le cadre de l'opération de rénovation, sécurisation et modernisation du port du Bétey, seront réalisés des travaux de réaménagement de la voirie existante et la création de deux zones de stationnement.

La présente convention a pour objet de déterminer :

- les conditions dans lesquelles la Commune délègue, au SMPBA, la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- les modalités financières et de contrôle technique de l'opération.

ARTICLE 2 – PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS

2.1 Réalisation

Le SMPBA s'engage à réaliser la totalité des travaux nécessaires au réaménagement de la voirie du boulevard Decrais, dans la zone comprise entre la promenade du port du Bétey et le giratoire ainsi qu'à la création de deux zones de stationnement, avenue du Bétey et promenade du port du Bétey.

Le plan d'emprise des terrains concernés par les travaux est fourni en annexe à la présente convention : les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art.

L'évaluation de l'ensemble du coût, objet de la présente convention, est aujourd'hui d'un maximum de : 282 995,54 € HT soit 339 594,65 € TTC.

2.2 Délais

Le SMPBA s'engage à remettre l'ouvrage à la disposition de la commune au plus tard à l'expiration d'un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente convention. Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le SMPBA ne pourrait être tenu pour responsable. Les modalités et la date d'effet de la mise à disposition de l'ouvrage sont déterminées dans les conditions fixées à l'article 7.

ARTICLE 3 – MODE DE FINANCEMENT

Les travaux d'aménagement, objets de la présente convention de délégation de maîtrise d'ouvrage sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SMPBA, financés par le SMPBA, remboursés par la commune d'Andernos-les-Bains.

Dans le cadre de l'opération, la commune d'Andernos-les-Bains s'engage donc à rembourser la totalité des dépenses engagées, au montant arrêté par le décompte général et définitif des travaux, aujourd'hui, dont le montant maximum est indiqué à l'article 2.1. ci-dessus.

Ce remboursement sera versé sur présentation de chaque situation au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE 4 – CONTENU DE LA MISSION DU SMPBA

La mission du SMPBA porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera réalisé.
2. Préparation des choix des entrepreneurs et fournisseurs :
 - a. Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures.
 - b. Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs.
3. Réception des travaux et mise à disposition.
4. Gestion financière et comptable de l'opération.
5. Gestion administrative.

Et d'une manière générale, tout acte nécessaire à l'exercice de ces missions.

La commune garde la charge de l'information/communication et la signalétique à destination des usagers.

ARTICLE 5 – POLICE DU CHANTIER

Pour permettre la réalisation des travaux, le SMPBA veillera à mettre en œuvre les mesures nécessaires au bon déroulement des travaux.

Pendant la réalisation des travaux, le SMPBA sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir de ce fait.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

La Commune sera informée des dates des réunions de chantier (pourra y assister) et sera destinataire des comptes rendus correspondants.

Toutefois, la commune ne pourra faire ses observations qu'au SMPBA et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Accord sur la réception des ouvrages

Le SMPBA est tenu d'obtenir l'accord préalable des services communaux avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le SMPBA, selon les modalités suivantes :

- Le SMPBA transmettra ses propositions à la Commune en ce qui concerne la décision de réception,
- la commune fera connaître sa décision au SMPBA dans les quinze jours suivant la réception des propositions,
- le défaut de décision de la commune dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du SMPBA.

Le SMPBA établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise, copie en sera notifiée à la commune.

ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DE LA COMMUNE

Les ouvrages sont mis à la disposition de la commune après réception des travaux, notifiée aux entreprises, et à condition que le SMPBA ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la commune.

ARTICLE 8 – GESTION ET ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS

A l'issue de la réalisation des travaux, la commune d'Andernos-les-Bains assurera la gestion et l'entretien des aménagements réalisés. Elle assurera d'autre part l'instruction des réclamations éventuelles relatives à ces aménagements émanant des riverains et des usagers.

ARTICLE 9 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du SMPBA prend fin au terme de l'année de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 10- MESURES COERCITIVES – RESILIATION

Si le SMPBA est défaillant et après mise en demeure infructueuse, la commune peut résilier la présente convention sans indemnité pour le SMPBA.

Dans le cas où la Commune ne respecte pas ses obligations, le SMPBA après mise en demeure restée infructueuse a droit à la résiliation de la présente convention.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du SMPBA, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après la notification de la décision de résiliation.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

1. Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée des travaux, jusqu'à leur réception et après levée des réserves éventuelles.

2. Assurance

Le SMPBA devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir aux services communaux la justification de l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent.

3. Capacité d'ester en justice

Le SMPBA pourra agir en justice pour le compte de la Commune jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le SMPBA devra, avant toute action, demander l'accord de la Commune d'Andernos-les-Bains.

ARTICLE 12 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant les tribunaux compétents du lieu d'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 - SIGNATURES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Andernos-les-Bains, le

Fait à Andernos-les-Bains, le

Pour Le SYNDICAT MIXTE DES PORTS
DU BASSIN D'ARCACHON

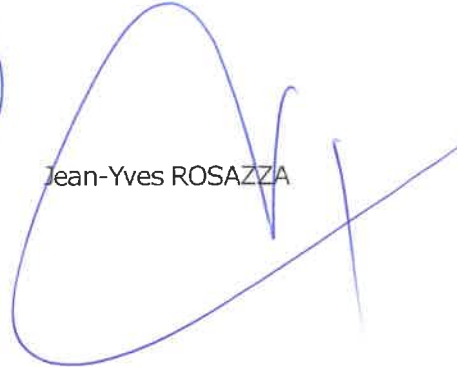
Pour la Commune d'Andernos-les-Bains

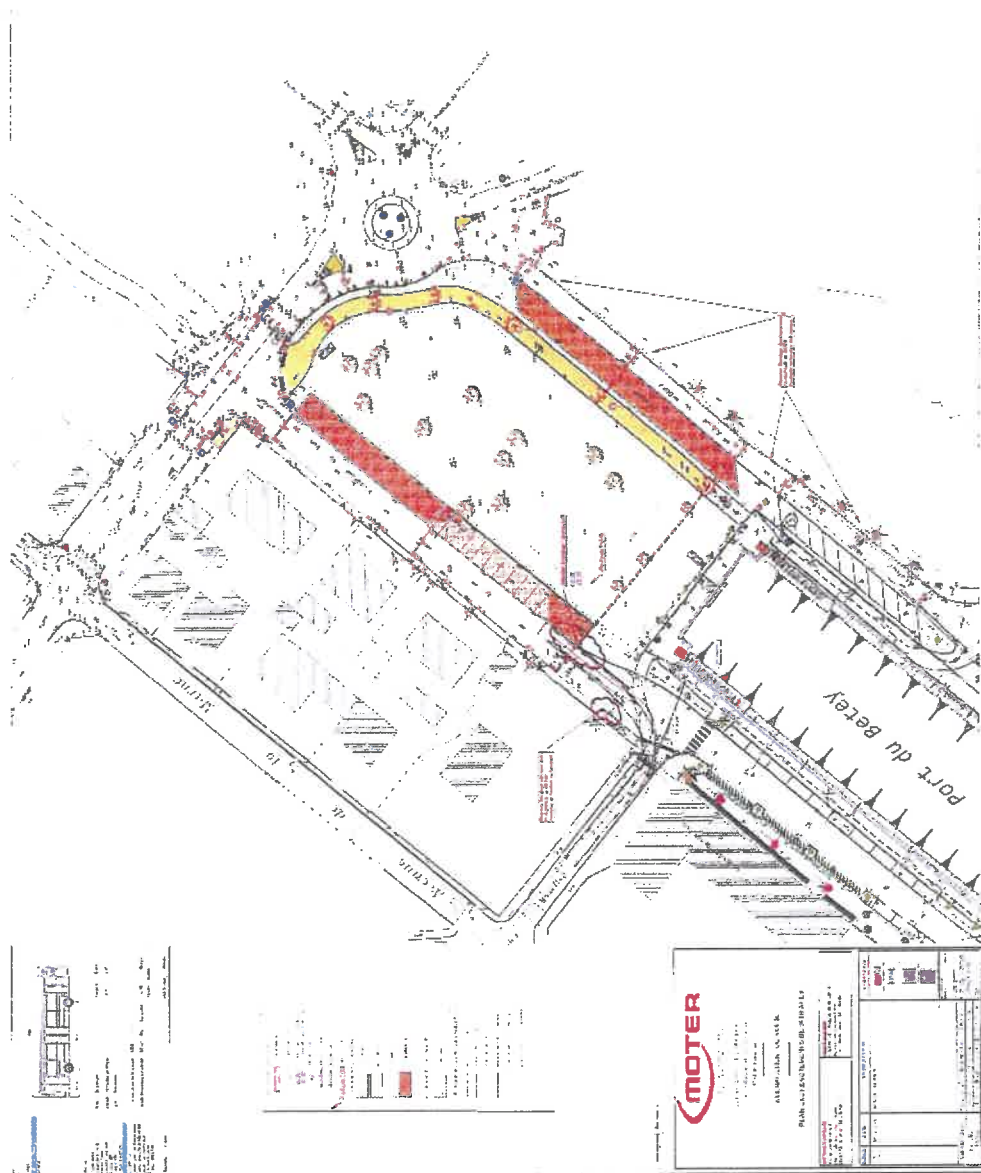
Le Président

Le Maire


Jean GALAND




Jean-Yves ROSAZZA



Hôtel de Ville

179 boulevard de la République | 33510 Andernos-les-Bains
 Tél. : +33 (0)5 57 76 11 00 | Courriel : mairie@andernos-les-bains.com
www.andernoslesbains.fr